



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 27/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MELI Jean SAS

7-9, rue de Grangeneuve
42000 Saint-Étienne

Références : UiD4243-DSSP-024-0442
Code AIOT : 0006105181

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2024 dans l'établissement MELI Jean SAS implanté Z.I. de Chézieux - 42610 SAINT-ROMAIN-LE-PUY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Une visite d'inspection a eu lieu sur le site en avril 2024.

Lors de cette inspection, il avait été convenu qu'une nouvelle visite serait programmée, courant juin, pour vérifier que le dispositif d'aspiration et de traitement des poussières était fonctionnel. Cette mise en fonctionnement a pris du retard avec l'installateur, ce qui justifie le report de la visite d'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MELI Jean SAS
- Z.I. de Chézieux - 42610 SAINT-ROMAIN-LE-PUY
- Code AIOT : 0006105181
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui.

La SAS Jean MELI est autorisée à exploiter une installation de traitement en broyeur de déchets métalliques par arrêté préfectoral du 14/10/2013. Un arrêté complémentaire du 06/04/2021 modifie

certaines dispositions suite à la séparation des activités de traitement de déchets (exercées par la société MELI Jean SAS) et de démontage et dépollution des véhicules hors d'usage (dorénavant effectuées par la société MELI Pièces Auto, de façon indépendante).

L'activité de traitement en broyeur de déchets métalliques est visée par la directive sur les émissions industrielles (IED) et sont classées sous la rubrique 3532 de la nomenclature des installations classées. Le BREF applicable est le BREF WT (traitement de déchets) dont les MTD ont été publiées au JOUE le 17/08/2018 pour une application au 17/08/2022.

L'arrêté ministériel du 17/12/2019 rend applicables ces MTD aux installations concernées, dont la société MELI Jean SAS.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|--|-----------------------|
| 1 | MTD - valeurs limites d'émission dans l'air | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article annexe 3.2 - III | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 3 | Entreposage des déchets | Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 8.1 et 8.2 | Avec suites, Demande d'action corrective | Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 2 | MTD - émissions atmosphériques diffuses de poussières | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article annexe 3.2 | Avec suites, Demande d'action corrective | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le dispositif d'aspiration et de traitement des poussières a été mis en route. La gestion des poussières récupérées en sortie de traitement est à améliorer pour limiter les émissions diffuses. Un premier contrôle des rejets atmosphériques est programmé le 17/09/24 avec le bureau CERECO. Les résultats devront être transmis à l'inspection.

Les autres points soulevés lors de l'inspection d'avril 2024 et qui n'ont pas été soldés par la présente inspection continueront d'être suivis.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MTD - valeurs limites d'émission dans l'air

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article annexe 3.2 - III |
| Thème(s) : Risques chroniques, air |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 25/04/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective date d'échéance qui a été retenue : 14/06/2024. |

| |
|--|
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement mécanique de déchets</p> <p>Effluents gazeux : (tableau non reproduit)</p> <p>(1) Les valeurs limites et la surveillance ne s'appliquent que lorsque les substances sont pertinentes pour le flux d'effluents gazeux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le système d'aspiration sur broyeur et filtration des poussières est opérationnel.</p> <p>Les poussières sont récupérées dans un conteneur "ouvert", ce qui a pour conséquence le relargage dans l'air d'une partie de ces poussières lorsqu'il y a un peu de vent.</p> <p>Le conteneur est ensuite vidé sur le stock de FLUFF, ce qui là aussi peut conduire à des émissions diffuses de poussières.</p> <p>L'objet du dispositif de traitement des poussières étant de limiter les émissions diffuses, la gestion des poussières récupérées n'est pas optimale.</p> <p>La mesure des émissions de poussières en sortie de dispositif est prévue le 17/09/2024 (bureau CERECO).</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Récupérer et entreposer les poussières issues du dispositif de traitement dans des conteneurs fermés (big bag par exemple)</p> <p>Fournir les résultats de l'analyse des rejets atmosphériques</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 2 : MTD - émissions atmosphériques diffuses de poussières

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article annexe 3.2</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, air</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 14/06/2024. |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation de traitement mécanique de déchet confine, collecte et traite les émissions de son installation conformément au d du VI. de l'annexe 3.1 et met en place au moins une des techniques suivantes : cyclone, filtre en tissu en l'absence de risque de déflagration sur le filtre en tissu, épuration par voie humide, injection d'eau dans le broyeur en l'absence de contraintes liées aux conditions locales.</p> <p>L'exploitant nettoie régulièrement et intégralement la zone de traitement des déchets, les bandes transporteuses, les équipements et les conteneurs, conformément au g du VI de l'annexe 3.1.</p> |

| |
|--|
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la dernière visite, l'exploitant avait indiqué procéder à un nettoyage hebdomadaire du broyeur (bandes transporteuses, moteur), de ses abords et des plateformes de stockage de déchets. Ce nettoyage a lieu le vendredi.</p> <p>Le lundi, jour de la visite, le sol est moins poussiéreux que lors de la précédente visite (un jeudi) mais on peut tout de même observer des amas de poussières aux abords du broyeur.</p> <p>L'exploitant a mis en place une feuille d'émargement et un planning pour le nettoyage hebdomadaire. La feuille d'émargement a été vue le jour de l'inspection. Le dernier nettoyage remonte au vendredi 13/09/24.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : Entreposage des déchets

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 8.1 et 8.2</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, déchets - eau</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 14/06/2024. |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs....) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches.</p> <p>Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La benne de batterie est couverte.</p> <p>Concernant les moteurs, l'exploitant va installer une cuve pour récupérer les égouttures. Pour éviter que celle-ci ne se remplisse trop vite avec de l'eau pluviale, l'aire d'entreposage devra être couverte.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre le calendrier prévisionnel pour la mise en place de la cuve de récupération et couverture de l'aire d'entreposage des moteurs.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |